

[VOTRE ARGENT]

GESTION PATRIMONIALE

COMMENT INVESTIR DANS LES ŒUVRES D'ART

L'ART S'IMPOSE PROGRESSIVEMENT COMME UN INVESTISSEMENT, UNE ALTERNATIVE À UNE INFLATION GALOPANTE DANS UN CONTEXTE OÙ L'IMMOBILIER ATTIRE MOINS ET LA BOURSE QUE LES INITIÉS. MAIS À MAURICE, LE MARCHÉ DE L'ART EST ENCORE TIMIDE. ENTRE PASSION, PRESTIGE ET LOGIQUE PATRIMONIALE, LE SECTEUR AVANCE SANS STRUCTURE CLAIRE. UN ACTIF EN DEVENIR, ENCORE DIFFICILE À APPRÉHENDER POUR LES INVESTISSEURS.

ÉRIC CAPHANE

LE marché de l'art mauricien est là. Visible, actif, mais encore fragmenté. Dans une économie où l'industrie créative pesait déjà 3,5 % du PIB en 2023 selon les chiffres de l'Economic Development Board (EDB), l'art ne relève plus uniquement du registre culturel. Il s'inscrit dans une logique économique. Or, cette transition reste incomplète.

Un premier constat est que les œuvres s'achètent, mais circulent peu. Selon Amit Bakhirta, CEO d'ANNEAU, «l'île Maurice demeure malheureusement encore essentiellement un marché primaire de l'art. Le marché secondaire existe, mais reste très discret et privé». À Maurice, les œuvres sont principalement acquises auprès des artistes ou des galeries d'art, sans véritables transactions secondaires entre collectionneurs.

L'artiste peintre Pascal Lagesse confirme cette observation : «Je n'ai jamais vu mes tableaux être revendus». Cette absence de revente résume à elle seule la situation. L'art à Maurice est encore un actif de détention. On achète pour garder et rarement pour revendre par la suite. Cela signifie que la valeur ne se construit pas encore dans la durée, mais dans l'instant de la transaction. Quelques signatures comme Malcolm de Chazal ou Vaco Baissac peuvent atteindre des prix élevés, mais ces ventes restent isolées. Elles ne créent pas de référence.

Pour autant, l'absence de structure ne signifie pas absence de valeur. Amit Bakhirta nuance d'ailleurs cette lecture en rappelant que «le prix est secondaire lorsqu'il s'agit d'art». L'actif existe, même sans indicateur formel. Mais il reste difficile à lire.



PASCAL LAGESSE – RIVER CROSSING, 2026. ACRYLIQUE SUR TOILE, 60,9 x 91,4 CM. ŒUVRE DISPONIBLE À RS 80 000.

Au niveau des collections, le constat est similaire. Zaahirah Muthy, conservatrice d'art, observe que «les collections d'art restent encore en construction et en structuration». Les acteurs, à l'instar des banques et des hôtels, sont là, mais ils évoluent sans véritable coordination. Le marché avance, mais sans colonne vertébrale. Ce manque de structure crée aussi des opportunités. Certaines œuvres peuvent encore être acquises à des niveaux relativement bas. «Nous sommes dans une phase où l'acquisition d'œuvres mauriciennes peut représenter un investissement à fort potentiel de croissance», souligne-t-elle.

L'inefficacité du marché devient alors un avantage pour les acheteurs avertis.

Mais cette phase de développement a ses limites. Sans transparence, sans historique des ventes, sans plateforme commune, la valeur reste difficile à objectiver. Elle circule dans des réseaux fermés, plus que dans un marché transparent. C'est ici que le débat devient plus économique. L'art peut-il être considéré comme un bien capable de prendre de la valeur avec le temps ?

Pour Zaahirah Muthy, «l'art constitue une véritable classe d'actifs encore méconnue». Mais elle insiste immédiatement sur sa spécificité. L'investissement ne se limite pas à une logique de rendement. Il s'inscrit aussi dans une démarche culturelle et personnelle. «Pour moi, l'art est bien plus qu'un investissement : c'est une passion, une addiction.»

Cette dualité se retrouve chez les acheteurs. Certains recherchent la valorisation, d'autres privilégient le lien émotionnel. «Il n'y a pas de bonne ou de mauvaise approche», dit-elle. Le marché oscille alors entre ces deux logiques.

LA PLACE DE L'ART DANS UN PORTEFEUILLE

Dans une stratégie patrimoniale, l'art commence néanmoins à trouver sa place. Amit Bakhirta estime qu'il peut représenter entre 5 % et 7 % d'un portefeuille du fait qu'il est clairement non corrélé aux titres cotés. En effet, la valeur de l'art ne suit pas directement les hausses ou les baisses des marchés boursiers. Cette caractéristique en fait un actif alternatif intéressant dans un environnement incertain. Mais pour Cédric Beguier, Head of Investment Strategy chez AXYS, l'art reste «probablement la classe d'actifs la plus mal comprise dans la gestion de patrimoine». Cette incompréhension explique le fait qu'il soit souvent abordé avec «snobisme ou enthousiasme aveugle», alors qu'il mérite une lecture plus rigoureuse.

Sur le long terme, certaines



VACO BAISSAC – PRINCESSE CRÉOLE, ACRYLIQUE SUR TOILE, 35 x 100 CM. ŒUVRE VENDUE À RS 100 000.

performances sont pourtant significatives. L'indice Art-price100 a progressé d'environ 360 % entre 2000 et 2023, contre 220 % pour le S&P 500 sur la même période. Mais cette comparaison doit être nuancée. Elle concerne le segment le plus liquide et le plus établi du marché, là où les œuvres d'artistes très connus s'achètent et se revendent facilement. Sur des



Amit Bakhirta (CEO d'ANNEAU)

ART TRADING : L'AMBITION AFFICHÉE D'UN MARCHÉ À CONSTRUIRE

Le Budget 2025-26 introduit un changement pour le secteur de l'art et de la culture. Pour la première fois, l'art est envisagé comme une activité économique à part entière, à travers l'introduction de l'art trading comme levier d'exportation. Cette évolution s'inscrit dans une hausse continue des moyens publics. Le budget du ministère des Arts et de la Culture est passé de Rs 525 millions en 2021-22 à Rs 837 millions en 2025-26. Dans le même temps, les dépenses d'investissement atteignent Rs 283 millions, signe que l'État ne se limite plus au soutien direct, mais cherche à poser des bases plus pérennes.

L'art trading s'appuie sur le port franc. Déjà utilisé pour le stockage d'actifs à forte valeur, il pourrait accueillir des œuvres d'art destinées à la revente, dans une logique de circulation internationale. L'idée est d'attirer des investisseurs afin de positionner Maurice comme une plateforme régionale. Mais à ce stade, le marché local reste embryonnaire : il n'existe pas de véritable marché secondaire, ni de volume de transactions structuré. Les achats d'œuvres restent majoritairement motivés par la collection ou le prestige, pas par la revente ou l'arbitrage.

œuvres de milieu de gamme, les résultats varient davantage. «Un tableau de maître peut générer 8 à 12 % par an sur dix ans. Un artiste contemporain mal sélectionné peut perdre 70 % de sa valeur en cinq ans», rappelle-t-il.

La question de la liquidité reste centrale. «Vendre un tableau prend entre 3 et 18 mois», souligne Cédric Beguier, avec des coûts pouvant représenter 15 à

25 % de la transaction. L'art ne se revend donc pas dans l'urgence ; c'est un actif de temps long.

Dans les patrimoines plus anciens, cette logique prend une autre dimension. «Pour certains de nos clients fortunés, issus de la 'vieille fortune', les œuvres sont invariablement intégrées dans des structures patrimoniales, et ce, de plus en plus», relève Amit Bakhirta. Dans ces configurations, l'art s'inscrit dans un patrimoine, au même titre que l'immobilier ou les participations financières. Sa pondération peut varier selon les cycles, mais sa présence suit une logique de transmission et de conservation du capital.

Contrairement à des investisseurs plus récents, souvent orientés vers la performance ou la liquidité, ces familles adoptent une approche plus longue. L'œuvre devient un actif durable. Elle conserve une valeur, mais incarne aussi un héritage. Cette logique explique pourquoi certaines pièces ne reviennent jamais sur le marché, renforçant la rareté du marché secondaire.



Cédric Beguier (Head of Investment Strategy – Capital Markets chez AXYS)

[VOTRE ARGENT]



Pascal Lagesse (artiste peintre)



Zaahirah Muthy (Directrice de ZEEARTS et conservatrice d'art)



MALCOLM DE CHAZAL – DODO, GOUACHE SUR PAPIER, 55 x 74 CM. ŒUVRE VENDUE POUR ENVIRON RS 194 000.

Cette réalité se traduit aussi par des comportements d'achat dominés par l'intuition. Pascal Lagesse observe que ses acheteurs fonctionnent d'abord au coup de cœur. «Une personne voit les tableaux, a un coup de cœur et me contacte», explique-t-il. L'acte d'achat reste direct. Et ses prix ont évolué lentement, volontairement. «J'ai toujours essayé de prendre en compte le portefeuille des acheteurs mauriciens.» Une contrainte qui rappelle que le marché reste local dans ses fondations.

La dimension digitale a toutefois changé la donne. «Les réseaux sociaux ont beaucoup contribué à faire connaître mon travail», reconnaît-il. Le

marché s'ouvre, mais sans encore structurer la revente.

À l'échelle mondiale, la dynamique est différente. En 2025, le marché de l'art s'est chiffré à 59,6 milliards de dollars, en hausse de 4 %, avec des foires représentant 35 % des ventes. Maurice reste, elle, en marge de cette structuration.

Et pourtant, le potentiel est là. Zaahirah Muthy insiste sur la montée en visibilité des artistes mauriciens : «Les plateformes digitales permettent d'accéder à un public mondial». Les prix restent accessibles, mais la dynamique est en marche. Pour elle, «la valeur des œuvres mauriciennes est appelée à évoluer significativement».

Encore faut-il structurer

NFT : DE LA RARETÉ NUMÉRIQUE À LA DÉSILLUSION DU MARCHÉ

Les Non-fungible tokens (NFT) ont incarné une idée simple. Introduire de la rareté dans un monde numérique où tout se copie. «Cette intuition n'était pas fausse», observe Cédric Beguier. Toutefois, le marché, lui, n'a pas suivi. En janvier 2022, près de 5 milliards de dollars de NFT se sont échangés en un seul mois sur la plateforme OpenSea. Deux ans plus tard, ce montant tombe sous les USD 300 millions. «Entre l'intuition et la valorisation, il y a un gouffre spéculatif», résume-t-il.

Même trajectoire pour les prix. Le Bored Ape Yacht Club, référence du secteur, chute d'environ 430 000 dollars à près de 30 000 dollars début 2024. Une correction de plus de 90 %. Selon dappGambler, 95 % des collections NFT n'ont aujourd'hui plus de valeur significative.

Ce retournement révèle une mécanique classique. La valeur reposait sur l'anticipation, pas sur l'usage. Lorsque l'usage ne s'est pas matérialisé, les prix ont corrigé brutalement. Le retrait progressif de Meta du métavers, après des pertes cumulées de plus de 80 milliards de dollars, confirme ce basculement.

Pour Cédric Beguier, la conclusion est nette. Les NFT spéculatifs, sans sous-jacent réel, ne constituent pas une classe d'actifs. Mais la technologie n'est pas à écarter. La tokenisation d'actifs réels, notamment dans l'art, ouvre un terrain plus structuré. Là où la valeur ne repose plus sur une promesse, mais sur un actif tangible.

AFRIQUE DU SUD : UN MODÈLE RÉGIONAL ?

L'Afrique du Sud offre un point de comparaison pertinent pour Maurice. Les deux pays partagent une scène artistique issue d'un contexte multiculturel et postcolonial, ainsi qu'une économie tournée vers les services. La différence se situe dans la structuration du marché.

En 2023, l'Afrique du Sud a exporté environ 86,7 millions de dollars d'art et d'antiquités, signe d'une forte intégration aux circuits internationaux. Des maisons de vente comme Strauss & Co ont généré près de 475 millions de rands (28 millions de dollars) de ventes en 2025, avec plusieurs milliers d'œuvres échangées.

Ce marché repose sur un marché secondaire actif, permettant la revente régulière des œuvres et la formation de prix de référence.

cette évolution. Aujourd'hui, le marché repose encore sur des réseaux, des relations, des initiatives individuelles. «L'artiste mauricien doit se débrouiller par lui-même s'il veut exister», rappelle Pascal Lagesse.

Au fond, la question dépasse celle de la valeur refuge. Elle touche à la capacité du

pays à transformer un écosystème en marché. L'art, à Maurice, n'est pas encore une classe d'actifs pleinement lisible. Mais il n'est plus seulement un objet de passion : il se situe entre les deux. Et c'est précisément dans cet entre-deux que se joue son avenir.